

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

VILLE DE COLOMBES
Pôle TECHNIQUE
Direction Espace Public
Place de la République
92 700 Colombes

**Travaux de dévoiement des réseaux dans le cadre du
prolongement du tramway T1 sur Colombes**

N° d'accord-cadre

M	2	1	2	0	0	8
----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.2 - FORME DU MARCHÉ	4
1.3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
1.4 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
1-5-COORDINATION SECURITE – PROTECTION DE LA SANTE	5
1.6 - REPRESENTATION DU TITULAIRE	5
1.7 - COTRAITANCE	5
1.4 - DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS AU DEBUT D'EXECUTION ET EN COURS DE MARCHÉ	5
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	6
2.1 – PIECES PARTICULIERES	6
2.2 – PIECES GENERALES	7
2.3 – PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE - NOTIFICATION DE L'ACCORD-CADRE	7
2.4 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	7
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION	8
3.1 - DELAIS D'EXECUTION	8
4.2 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	8
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
4.1 - DISPOSITIONS GENERALES	9
4.2 - ORDRES DE SERVICE / ENGAGEMENT DES TRAVAUX	9
4.3 - PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	9
4.4 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX, GARANTIE	12
ARTICLE 8 : AVANCE	13
ARTICLE 9 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	13
9.1 - RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE 9 : PRIX DE L'ACCORD-CADRE	14
9.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	14
9.2 - VARIATIONS DANS LES PRIX	15
ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	15
10.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	15
10.2 – MODALITES DE TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	16
10.3 – MENTIONS OBLIGATOIRES SUR LES DEMANDES DE PAIEMENT	16
10.4 - PAIEMENTS DES SOUS-TRAITANTS ET AUTO-LIQUIDATION	17
10.5 – DELAI DE PAIEMENT	17
ARTICLE 11 : PENALITES	18
11.1 – PENALITES DE RETARD	18
11.2 – AUTRES PENALITES	18
11.3 –MODALITES	20
ARTICLE 13 : ASSURANCES	20
ARTICLE 14 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	20

<u>ARTICLE 15 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE</u>	<u>20</u>
<u>ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE</u>	<u>21</u>
<u>ARTICLE 17 : CLAUSE RELATIVE A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD)</u>	<u>21</u>
<u>ARTICLE 18 : DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES</u>	<u>21</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la réalisation de travaux de dévoiement des réseaux dans le cadre du prolongement du tramway T1 sur Colombes.

✓ **Nature des prestations :**

Dans le cadre des travaux du prolongement du tramway T1 sur le territoire de la ville de Colombes, il s'avère nécessaire de procéder au dévoiement des réseaux dont la commune est propriétaire.

Il s'agit des réseaux d'éclairage public HTA (y-compris le réseau communal situé sous les voies départementales), fibres optiques et vidéo.

Ces travaux sont à réaliser en concomitance/alternance avec le dévoiement des réseaux des autres concessionnaires : Assainissement, Gaz, électricité, téléphone, câbles, RTE, etc, et les validations des autres maîtres d'ouvrages (conseil départemental et RATP).

Le détail précis des prestations à exécuter est décrit dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

✓ **Lieu(x) d'exécution :**

Territoire de la ville de Colombes

1.2 – Forme du marché

MARCHE PUBLIC passé en PROCEDURE ADAPTEE en application de l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre conclu avec un seul opérateur économique en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est à bons de commande sans minimum mais avec maximum, passé en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum du marché est établi à 5 300 000 €HT.

Estimation de commandes : 4 000 000 € HT

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires sur la base des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires.

1.3 - Durée de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter de la date de notification.

1.4 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le bureau d'études AECI, maître d'œuvre de l'opération.

1-5-Coordination Sécurité – Protection de la Santé

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Si la présence du coordonnateur s'avère nécessaire, ce dernier sera désigné ultérieurement.

1.6 - Représentation du titulaire

Les correspondances, réunions et discussions relatives au présent marché se déroulent en français ; il appartient au titulaire de désigner le cas échéant, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

Dans le cas où le représentant de l'entreprise ne remplit pas la mission de façon satisfaisante, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peut demander son remplacement et le titulaire doit satisfaire à cette demande dans un délai de 15 (quinze) jours.

1.7 - Cotraitance

En cas de groupement, la forme de ce dernier est précisée dans l'acte d'engagement. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

1.4 - Désignation de sous-traitants au début d'exécution et en cours de marché

Conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, une partie de l'exécution de l'accord-cadre peut être sous-traitée à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur interdit au titulaire du présent accord-cadre de modifier la liste des sous-traitants remis lors de la consultation si ce changement, après la notification de l'accord-cadre, remet en cause les capacités techniques et moyens qui ont été jugés pour l'exécution, capacités qui ont permis d'effectuer le choix de l'offre la plus intéressante.

Chaque sous-traitant doit faire l'objet d'une déclaration de sous-traitance et ce quel que soit son rang dans la chaîne de sous-traitance (sous-traitant de 1^{er} rang et de second rang) et doit recevoir l'agrément du pouvoir adjudicateur.

Pour chaque sous-traitant, la déclaration de sous-traitance est fournie au pouvoir adjudicateur :

- soit au moment du dépôt de l'offre par le candidat. Le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » signé par le candidat et le sous-traitant, puis notifié par le pouvoir adjudicateur, doit être transmis au moment du dépôt.
- soit après le dépôt de l'offre par le titulaire de l'accord-cadre, en cours d'exécution de l'accord-cadre. Pour ce faire, il convient de remplir le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance ». La déclaration constitue un acte spécial dont la signature par le titulaire de l'accord-cadre, le sous-traitant et le pouvoir adjudicateur vaut acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.
- soit après le dépôt de l'offre par le titulaire de l'accord-cadre, en cours d'exécution de l'accord-cadre, en vue de modifier la déclaration de sous-traitance. Dans ce cas, cette déclaration constitue un acte spécial modificatif qui remplace et annule la déclaration de sous-traitance antérieure.

Seuls les sous-traitants de 1^{er} rang bénéficient du paiement direct dès lors que le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC et uniquement pour la partie de l'accord-cadre dont ils assurent l'exécution.

Il appartient au sous-traitant de 1^{er} rang, qui fait appel à un sous-traitant, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant, dit de second rang, par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant de 1^{er} rang ne peut confier à son sous-traitant la totalité des prestations dont il a la charge.

Le titulaire de l'accord-cadre demeure responsable de l'ensemble des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre, par lui-même et par les sous-traitants. Avant de transmettre la déclaration de sous-traitance au pouvoir adjudicateur, le sous-traitant de 1^{er} rang est donc tenu d'obtenir l'accord du titulaire, et doit justifier de cette autorisation auprès de l'acheteur public. De même, le titulaire de l'accord-cadre doit être tenu informé de l'acceptation et de l'agrément des conditions de paiement de tout nouveau sous-traitant d'un de ses sous-traitants.

En cas de déclaration d'un sous-traitant de 2nd rang, il convient d'utiliser le formulaire DC4 cité ci-avant, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant du 1^{er} rang. La déclaration de sous-traitance doit alors être signée par le sous-traitant de 1^{er} rang et par le sous-traitant de 2nd rang, et être transmise au pouvoir adjudicateur.

Article 2 : Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces, celle qui fait foi est celle qui précède la ou les autres dans la liste suivante :

2.1 – Pièces particulières

(Dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi)

1. l'acte d'engagement
2. le bordereau des prix unitaires
3. le cahier des clauses administratives particulières
4. le cahier des clauses techniques particulières
5. le dossier Annexes Qualité contenant :
 - ❖ T1C-K3200-TOT-MOEI-GENE-PLN-0591-B_Charte_Graphique
 - ❖ T1C-K3200-TOT-MOEI-NOT-0589-B_Note_presentation_charte_graphique
 - ❖ T1C-K3200-TOT-MOEI-NOT-0590-B_Codification_des_documents
 - ❖ T1C-K3200-TOT-MOEI-NOT-0592-E_Plan_de_classement
 - ❖ T1C-K3200-TOT-MOEI-NOT-0593-B_Plan_Qualite_Documentaire
6. le dossier Annexes pollution contenant :
 - ❖ G130080 CG92 T1 Colombes - ENV - pièce 1 - Version B
 - ❖ G130080 CG92 T1 Colombes - ENV - pièce 2
 - ❖ T1C-P1940-TOT-MOAI-DOS-0080_A_Diagnostic_pollution - Iddea
 - ❖ T1C-P1940-TOT-MOAI-DOS-0119_A_Rapport_diagnostic_pollution Iddea Version B
7. le dossier Plans contenant :
 - ❖ 0. Plan de situation - Ind A
 - ❖ 1. T1C-R1610-PRO-AECI-GENE-PHA-0002-A Phasage Renouillers
 - ❖ 2. Planche 01 - Epurée - Ind E
 - ❖ 3. Planche 01 - Ind E
 - ❖ 4. Planche 02 - Epurée - Ind E
 - ❖ 5. Planche 02 - Ind E
 - ❖ 6. Planche 03 - Epurée - Ind E
 - ❖ 7. Planche 03 - Ind E
 - ❖ 8. Planche 04 - Epurée - Ind E
 - ❖ 9. Planche 04 - Ind E
 - ❖ 10. Planche 05 - Epurée - Ind E
 - ❖ 11. Planche 05 - Ind E

- ❖ 12. Planche 06 - Epurée - Ind E
 - ❖ 13. Planche 06 - Ind E
 - ❖ 14. Planche 07 - Epurée - Ind G
 - ❖ 15. Planche 07 - Ind G
 - ❖ 16. Planche 08 - Epurée - Ind E
 - ❖ 17. Planche 08 - Ind E
 - ❖ 18. Planche 09 - Epurée - Ind E
 - ❖ 19. Planche 09 - Ind E
 - ❖ 20. Planche 10 - Epurée - Ind E
 - ❖ 21. Planche 10 - Ind E
 - ❖ 22. Planche 11 - Epurée - Ind E
 - ❖ 23. Planche 11 - Ind E
 - ❖ 24. Planche 12 - Epurée - Ind E
 - ❖ 25. Planche 12 - Ind E
 - ❖ 26. Planche 13 - Epurée - Ind E
 - ❖ 27. Planche 13 - Ind E
 - ❖ 28. Planche 14 - Epurée - Ind E
 - ❖ 29. Planche 14 - Ind E
 - ❖ 30. Planche 15 - Epurée - Ind G
 - ❖ 31. Planche 15 - Ind G
 - ❖ 32. Planche 16 - Epurée - Ind E
 - ❖ 33. Planche 16 - Ind E
 - ❖ 34. Planche 17 - Epurée - Ind E
 - ❖ 35. Planche 17 - Ind E
8. le mémoire technique

2.2 – Pièces générales

- 9. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- 10. le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux (arrêté du 30 mai 2012)

Ils peuvent être retirés au siège du Journal Officiel, 26 rue Desaix - 75 727 Paris cedex 15.

Ces pièces non jointes à l'accord-cadre sont réputées connues du titulaire.

2.3 – Pièces à remettre au titulaire - Notification de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification de l'accord-cadre comprend les pièces :

- acte d'engagement
- le bordereau des prix unitaires

En cas de groupement, la notification de l'accord-cadre est envoyée au mandataire.

2.4 - Cession ou nantissement de créances

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire **à sa demande** soit une copie de l'original de l'accord-cadre revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant de l'accord-cadre, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande de nantissement ou de cession de créances doit être adressée à :
Hôtel de ville
Pôle Technique
Service Administration Gestion
Place de la République
92700 Colombes

Article 3 : Délais d'exécution

3.1 - Délais d'exécution

La période préparation de chantier est définie à article 4.3.2 du présent CCAP.

Elle est intégrée dans le délai d'exécution des travaux mentionné dans chacun des ordres de service.

La durée totale d'exécution des travaux (sur l'ensemble des ordres de service de travaux, hors sondages), hors période de préparation de chantier est estimée à 36 mois.

Il est rappelé au titulaire que :

- un temps d'attente peut avoir lieu entre les différents ordres de service, en fonction des dates de libération des emprises ;
- les temps d'attente entre les ordres de service ne sont pas rémunérés ;
- les zones d'intervention du titulaire peuvent être fractionnées dans le temps et dans l'espace en fonction des différentes dates de libération des emprises. Le titulaire est donc tenu de disposer du nombre d'équipes suffisant pour intervenir dans les délais impartis.

Il est également précisé que le planning joint au dossier de consultation est donné à titre indicatif et qu'il est susceptible de faire l'objet de modifications de la part de l'OPC du projet tramway.

Les délais d'exécution des travaux indiqués sur ces ordres de service sont impératifs.

Ils courent à compter de la date de démarrage figurant sur les ordres de service sauf dispositions différentes.

Si ces derniers ne mentionnent pas de date de démarrage, le point de départ du délai d'exécution est la date de l'accusé de réception de l'ordre de service.

A défaut, l'ordre de service est réputé reçu dans un délai de 72 heures.

Le délai dont dispose le titulaire pour remettre ses documents de fin de chantier est de 10 jours à compter de la terminaison des travaux.

Le titulaire dispose d'un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage pour intervenir sur ses ouvrages durant la période de garantie de parfait achèvement.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution

Le titulaire doit aviser le maître d'œuvre de tous les risques d'avance ou de retard, relatifs à l'exécution des travaux dont il a la charge afin de permettre d'en étudier les conséquences et d'y remédier.

En cas de nécessité de prolongation de délai, il est fait application des dispositions de l'article 19.22 du CCAG Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19-23 du CCAG travaux, le nombre des journées d'intempéries sera déterminé par ordre de service de prolongation.

Les jours d'intempéries seront calculés à partir des éléments suivants

- station météorologique du Bourget ;
- Vent + de 70 km/h pendant 12 h ;
- pluie + de 25 mm entre 8 h et 17 h ;

- neige + de 50 mm en une nuit et un jour (12 h) ;
- température de – 5°C au plus de la nuit ou de 0°C à l'ouverture du chantier ;
- verglas tenace empêchant les transports,

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

4.1 - Dispositions générales

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Un interlocuteur unique doit être désigné (nom, téléphone et adresse électronique). Il doit être en mesure de répondre aux interrogations du commanditaire de la commande.

4.2 - Ordres de service / engagement des travaux

Les prestations font l'objet d'ordres de service établis par les services techniques de la Ville.

L'ordre de service vaut bon de commande au sens des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique et ordre de service au sens de l'article 2 du CCAG Travaux.

L'ordre de service reprend les termes du marché en ce qui concerne les travaux prévus au présent marché et permet également de préciser les termes du marché en ce qui concerne les modalités d'exécution.

Les travaux de dévoiement sont réalisés par tronçon.

Les ordres de service sont envoyés par email.
Le titulaire doit en accuser réception.

Les délais d'exécution courent à compter de la date de démarrage indiquée sur les ordres de service. A défaut de date indiquée, ils courent à compter de la date de l'accusé de réception de l'ordre de service. Et sans accusé de réception, l'ordre de service est réputé reçu dans un délai de 72 heures.

En cas de non-respect de ces délais, sont appliquées les pénalités prévues au présent CCAP.

Les modalités de contrôle et de vérification des travaux sont précisées au CCTP.

4.3 - Préparation et exécution des travaux

4.3.1 - Coordination des interventions

La maîtrise d'œuvre est chargée de :

- vérifier les prestations,
- contrôler leur exécution,
- proposer leur réception et leur règlement.

Le titulaire remet au maître d'œuvre, avant le commencement des travaux : le nom, qualité, titres et références de la personne chargée de la direction des travaux.

4.3.2 - Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, il est prévu une période de préparation pour chaque ordre de service de travaux, définie de la manière suivante :

- 1 mois pour le premier ordre de service,
- 3 semaines pour les ordres de service suivants.

La période de préparation de chantier est intégrée dans le délai d'exécution des travaux mentionné dans chacun des ordres de service.

4.3.3 - Conditions générales d'exécution des travaux

Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune des conditions décrites au présent marché pour éluder les obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, de sujétions, ni pour demander une plus-value quelconque qui peuvent être occasionnées par :

- l'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- l'exécution simultanée d'autres travaux ;

4.3.4 - Réunions de chantier

A chaque rendez-vous de chantier, dont la périodicité est fixée par le pouvoir adjudicateur, le titulaire doit être en mesure d'informer avec précision celui-ci :

- de l'état d'avancement des différentes prestations d'installation,
- de la situation des effectifs sur le chantier,
- des problèmes qui se seront posés depuis le dernier rendez-vous.

Lorsque le titulaire est convoqué au rendez-vous de chantier, il est tenu d'y assister, ou d'y déléguer un agent apte à prendre toute décision.

Le compte-rendu de la réunion de chantier est établi par la maîtrise d'œuvre, avec ses observations, et diffusé au titulaire.

Le titulaire doit employer une main d'œuvre et des cadres possédant la qualification correspondant à la catégorie des prestations qui lui est confiée, et en nombre suffisant.

Le titulaire doit également participer aux réunions de coordination avec les responsables du projet tramway (synthèse et dévoiement réseaux) auxquelles il aura été convié par la maîtrise d'œuvre de la Ville de Colombes.

4.3.5 - Panneaux d'information

Le titulaire assure la pose des panneaux d'information fournis par la Ville pour tous les chantiers. Ceux-ci sont solidement fixés aux endroits déterminés par les services techniques de la Commune. Aucune rémunération supplémentaire n'est attribuée pour la pose des panneaux.

4.3.6 - Maintien de la circulation pour les travaux aux abords de la voie publique

La circulation doit être maintenue tant que l'administration le juge nécessaire, et au besoin, pendant toute la durée des travaux.

Le titulaire supporte, sans pouvoir à ce sujet, élever aucune réclamation ni prétendre à aucune indemnité, les interruptions de travail, gênes, sujétions et fausses manœuvres quelconques qui en seraient la conséquence ; il installe à ses frais, conformément aux instructions du maître d'œuvre tous les passages provisoires nécessaires pour assurer l'accès des propriétés riveraines, le maintien convenable de la circulation générale et l'exploitation des services publics dont les ouvrages ou les véhicules empruntent la voie publique.

L'emprise du chantier doit être validée par le maître d'œuvre afin de limiter les nuisances aux riverains.

4.3.7 - Sujétions résultant du voisinage de chantiers de travaux étrangers à l'entreprise

Les sujétions de toute nature et les retards qui pourraient résulter de la présence et du maintien en service des canalisations, câbles, conduites, etc., de toute nature, ainsi que les chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ne donnent lieu à aucune indemnité ni plus-value.

4.3.8 - Travaux aux abords des ouvrages implantés sur le domaine public.

Le titulaire doit prévenir en temps utile, les compagnies concessionnaires ou les propriétaires des ouvrages dont la conservation peut être intéressée par l'exécution des travaux.

4.3.9 - Travaux aux abords des canalisations électriques et des conduites de transport de gaz

Après consultation du guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés, l'exécutant des travaux adresse, si nécessaire, une déclaration d'intention de commencement de travaux à chacun des exploitants. Il ne peut intervenir avant l'obtention des renseignements demandés.

Le titulaire ne subit pas de pénalités en cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse.

4.3.10 - Utilisation des voies publiques

En cas de découverte dans les fouilles d'ouvrages souterrains (canalisations, câbles, etc.) non repérés avant le début des travaux, le titulaire doit avertir immédiatement le maître d'œuvre ou son représentant, qui prendra contact avec le concessionnaire intéressé.

Le titulaire doit conserver et assurer, en permanence, les accès aux vannes, décharges, boîtes de coupures, etc. des ouvrages particuliers des services publics et aux bouches d'incendie.

Les travaux à effectuer au voisinage des lignes électriques, des câbles souterrains et des conduites de transport de gaz doivent faire l'objet, dix jours ouvrables avant tout commencement d'exécution, d'une déclaration adressée aux représentants locaux de la distribution d'énergie électrique et du groupement gazier de transport de la région parisienne conformément à l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1971 pris en application de la circulaire n°70-21 du 21 décembre 1970 du Ministère du Développement Industrielle et Scientifique et de l'arrêté préfectorale du 3 octobre 1972 et à l'arrêté préfectoral n°85-2525 du 22 juillet 1985. En cours d'exécution des travaux, le titulaire est tenu de se conformer aux mesures de sécurité prescrites.

Le titulaire est seul responsable de tous les accidents que l'exécution de ses travaux ou le fait des agents ou ouvriers peuvent causer à toute personne et s'engage à garantir le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de quelconque de ses obligations.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les contributions ou réparations éventuelles dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

4.3.11 - Sécurité du chantier

Le titulaire prend à son compte toutes les dispositions nécessaires pour protéger ses travaux contre les intempéries, chocs ou détériorations quelconques. Il reste responsable des dégâts résultant de l'inobservation de cette clause sans qu'il puisse invoquer un cas de force majeure.

4.3.12 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les prestations à réaliser dans divers lieux non clos de la Ville sont soumises aux dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992.

Un plan de prévention est établi par le titulaire avant le commencement des travaux. Celui-ci est mis à jour selon les besoins au cours du chantier.

En cas d'intervention sur un chantier clos impliquant diverses entreprises, un coordonnateur est désigné et il est fait application de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret du 26 décembre 1994.

4.3.13 - Hygiène et nettoyage du chantier

Les installations sanitaires prévues sont à la charge du titulaire.

Les lieux doivent être mis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution. Passé ce délai, ces opérations sont faites aux frais du titulaire après mise en demeure par lettre recommandée.

Le nettoyage des voies publiques, ainsi que la circulation pour desserte de chantier, sont soumis aux règles imposées par les arrêtés municipaux pour la Ville de Colombes et par directives particulières données par ordre de service.

4.3.14 - Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG travaux, le titulaire fait son affaire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public, des permissions de voirie nécessaires à la réalisation des ouvrages ainsi que toutes autorisations nécessaires pour le montage des grues.

4.4 - Contrôle et réception des travaux, garantie

4.4.1 - Essais et contrôles avant et pendant des travaux

Avant travaux, à l'issue de la remise, par le titulaire, des résultats des sondages de pollution, le maître d'œuvre peut demander la réalisation de nouveaux sondages en vue de valider ou non les résultats remis.

Si ces derniers coïncident avec les éléments remis par le titulaire, les frais de ces sondages sont à la charge du maître d'ouvrage.

Si ces résultats diffèrent des éléments remis par le titulaire, le coût des prestations réalisées est à la charge du titulaire.

Les essais et réglages avant réception, sont réalisés conformément aux dispositions du CCTP.

4.4.2 - Réception des travaux

Pour chacun des travaux concernés sur les ordres de service, il est établi une réception conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG travaux.

4.4.3 - Délais de garantie

Le délai de garantie est fixé à une année pendant laquelle le titulaire concerné est tenu de remédier, à ses frais et risques, à tous désordres qui surviendraient ou seraient constatés à l'usage, de faire tous raccords, donner tous jeux et faire tous travaux qui seraient reconnus nécessaires ou seulement utiles.

Ces interventions doivent avoir lieu dans un délai maximum de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Toutefois, pour des raisons d'urgence (compatibilité avec l'usage des ouvrages concernés et/ou de sécurité), des délais spécifiques et plus courts pourront être mentionnés sur les demandes du maître d'ouvrage.

4.4.4 - Documents à remettre en fin de travaux

Au plus tard 10 jours après la terminaison de chacun des chantiers, le titulaire doit remettre les documents demandés par le maître d'œuvre et notamment ceux listés au CCTP.

Ces documents sont remis en un exemplaire sous format papier et un exemplaire sous format informatique.

Article 8 : Avance

✓ Versement de l'avance

Le marché étant un accord-cadre à bons de commande sans minimum, il est fait application des dispositions prévues par les articles R. 2191-13 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux mentionné à l'article R. 2191-7 est fixé pour le présent marché à 5% du montant initial toutes taxes comprises de l'ordre de service.

Le versement de cette avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande. Les cautions personnelles et solidaires ne sont pas autorisées (constitution conformément aux dispositions de l'article R. 2191-39 du Code de la commande publique).

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant de l'ordre de service diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Conformément aux articles R.2193-19 à R.2193-20, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut également être versée aux sous-traitants qui en font la demande.

✓ Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de l'ordre de service.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de l'ordre de service.

De même, si le titulaire du marché, qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à la Ville, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Article 9 : Clauses de financement et de sûreté

9.1 - Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % dans les conditions prévues aux articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-41 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le titulaire exécuterait moins de 5% du montant de son marché, que cette situation se produise dès le commencement du marché ou en cours d'exécution de celui-ci, une

garantie à première demande sera impérativement substituée à la retenue de garantie au vu de l'impossibilité mathématique de prélever la retenue de garantie au titulaire.

Article 9 : Prix de l'accord-cadre

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées avec les prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au protocole de sécurité sanitaire liée au COVID-19.

Les prix sont exprimés en euros.

Les prix comprennent tous les frais et sujétions afférents à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est contractuellement réputé, avant la remise de son offre et de chacun de ses devis :

- avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- avoir procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, en accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc.).
- avoir pris connaissance :
 - ❖ de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
 - ❖ de la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature, ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
 - ❖ de la réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause.
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par le CCTP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et le cas échéant du bureau de contrôle, et du bureau d'études techniques, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (services de l'Équipement, services municipaux, service des Eaux, ENEDIS, GRDF, services de sécurité, de télécommunication, câble télédistribution, etc.).

Les prix s'entendent pour les travaux terminés dans les règles de l'Art.

Le prix du marché comprend toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des

ouvrages, les charges financières relatives aux exigences du bureau de contrôle, le cas échéant l'obtention des consuels, le cas échéant l'essai des équipements tels que prévus aux Avis techniques et au CCTP et les frais de compte prorata et interentreprises, et ne saurait être modifié pour quelque cause que ce soit.

Le prix comprend également les études, notes de calcul et plans, essais.

Il comprend toutes les taxes fiscales et parafiscales en vigueur.

Le titulaire ne pourra pas prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix.

9.2 - Variations dans les prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la signature de son offre par le candidat ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés une fois dans l'année, un an après la date de notification du marché, par application aux prix du bordereau des prix, d'un coefficient de révision calculé à trois décimales par excès (Cn) donné par la formule suivante :

$$Cn = 0.15 + 0.85 \left(0.5 \frac{TP12an}{TP12ao} + 0.5 \frac{TP12bn}{TP12bo} \right)$$

Dans laquelle :

- Cn est le coefficient de révision des prix,
- L'indice de révision In est l'indice du mois anniversaire de notification.
- L'indice de base Io est celui du mois M0.

Index	Libellé
TP12a	Réseaux d'énergie et de communication
TP12b	Eclairage public travaux d'installation

Les prix des prestations sont facturés conformément aux prix en vigueur à la date du bon de commande.

✓ **Variation du taux de TVA :**

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour du fait générateur de cette taxe.

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les chantiers ayant une durée d'exécution supérieure à 1 mois, le titulaire bénéficie de la possibilité de demander des acomptes conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Cette demande d'acompte est établie sur la base d'un pourcentage d'avancement appliqué sur le montant de l'ordre de service.

10.2 – Modalités de transmission des demandes de paiements

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-5, les factures sont transmises sous format électronique, via le « portail public de facturation » mis à disposition par l'Etat, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Le code service CHORUS ainsi que le SIRET de la ville seront apposés sur les bons de commande ou ordres de services.

Par défaut, le Code service est FIN et le numéro de SIRET est 219 200 250 000 13.

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

10.3 – Mentions obligatoires sur les demandes de paiement

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 comportent les mentions suivantes (article D. 2192-2 du code de la commande publique) :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

✓ **En cas de cotraitance :**

La signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.

10.4 - Paiements des sous-traitants et auto-liquidation

10.4.1 - L'auto-liquidation

Une auto-liquidation de la TVA est applicable depuis le 1er janvier 2014 pour la sous-traitance du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour un donneur d'ordre assujéti à la TVA. La TVA sur les travaux de construction effectués par un sous-traitant doit désormais être payée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants sont désormais exonérés de la déclaration et du paiement de la TVA due dans ce cadre.

Le dispositif est applicable aux travaux de construction, y compris de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition, effectués en relation avec un bien immobilier, notamment les travaux de bâtiments exécutés par les différents corps de métiers participant à la construction ou la rénovation des immeubles, les travaux publics et ouvrages de génie civil, les travaux d'équipement des immeubles, les travaux de réparation ou de réfection ayant pour objet la remise en état d'un immeuble ou d'une installation à caractère immobilier, les opérations de nettoyage qui sont le prolongement ou l'accessoire des travaux concernés.

Nota : les prestations intellectuelles confiées par les titulaires de construction à des bureaux d'études, économistes de la construction ou sociétés d'ingénieries sont exclues du dispositif, de même que les contrats de location d'engins et de matériels de chantier (y-compris lorsque cette location s'accompagne du montage et du démontage sur site).

Le sous-traitant ne doit plus facturer la TVA relative à ces travaux. Les factures doivent comporter, en plus des mentions habituelles, la mention « Auto-Liquidation » justifiant l'absence de collecte de la taxe par lui-même et faire apparaître clairement que la TVA est due par le titulaire. Ainsi, en cas de paiement direct, le pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant sur une base hors taxe et le titulaire auto-liquide la TVA.

Le titulaire du marché est redevable de la TVA sur les travaux immobiliers sous-traités. Il facture avec TVA l'intégralité du marché, y compris la part des travaux sous traités.

10.4.2 - Demande de paiement du sous-traitant

Les modalités de règlement du sous-traitant sont définies aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.5 – Délai de paiement

Le délai de paiement prévu à l'article L. 2192-10 du code de la commande publique est fixé à trente jours pour les pouvoirs adjudicateurs.

Sous réserve des dispositions prévues aux articles R. 2192-13, R. 2192-17 et R. 2192-18 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Les modalités d'interruption et de reprise des délais de paiement mentionnées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique s'appliquent.

Le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L. 2192-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les modalités de calculs et de versement de ces intérêts moratoires sont définies aux articles R. 2192-32 à R. 2192-35 du code de la commande publique.

Il est également procédé au versement de l'indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement (article D.2192-35 du code de la commande publique).

Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-36 du code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

✓ **En cas de sous-traitance :**

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct en application de l'article L. 2193-10 du code de la commande publique, est identique à celui applicable au titulaire.

Le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire d'un marché sur le paiement demandé.

A défaut de notification d'un accord ou d'un refus par le titulaire dans le délai mentionné à l'article R. 2193-12 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter soit de l'expiration de ce délai, soit de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14 du code de la commande publique.

Article 11 : Pénalités

11.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux, en cas de dépassement des délais, il est appliqué les pénalités ci-dessous, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités dues par le titulaire sont réglées par l'émission d'un titre de recettes qui est déduit sur le règlement TTC révisé le plus proche.

Il n'est pas prévu d'exonération de pénalités.

- Travaux sur ordre de service : 300 € par jour calendaire de retard
- Remise des documents en fin de chantier : 100 € par jour calendaire de retard
- Intervention pendant la période de garantie : 150 € par jour calendaire de retard

11.2 – Autres pénalités

11.2.1 - Retard dans la transmission de documents pendant la période de préparation

En cas de retard dans la transmission des documents nécessaires à la bonne exécution des études de préparation par rapport au planning établi par la maîtrise d'œuvre ou le CSPS et sans mise en demeure préalable, il sera appliqué une pénalité de 160 € par jour calendaire de retard, dimanches et jours fériés compris.

11.2.2 - Absence au rendez-vous de chantier

Il est appliqué au titulaire qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué qualifié aux rendez-vous de chantier, de coordination ou toute autre réunion d'ordre administratif ou technique, une pénalité de 200 €. Cette pénalité est également applicable en cas de retard supérieur à ½ heure.

Le remplacement du titulaire par un collaborateur non qualifié est considéré comme absence et pénalisé.

11.2.3 - Pénalités sur l'hygiène et la sécurité

Si, à la suite de visites inopinées du contrôleur SPS ou des services de la Ville, il est constaté des infractions quant aux règles d'hygiène ou de sécurité, un constat contradictoire est alors établi avec le chef de chantier.

Une pénalité de 160 € par infraction est alors automatiquement appliquée et déduite sur le règlement de la facture concernée.

11.2.4 - Pénalités pour non-respect des exigences du C.S.P.S.

- défaut de présentation des P.P.S.P.S.: 100 €/jour et par P.P.S.P.S.
- absence aux réunions organisées par le C.S.P.S.: 200 € par absence constatée
- non mise en œuvre des mesures générales de prévention
- et non évaluation des risques (substances, matériels, engins, etc.)
350 € par infraction / 650 € par infraction si récidive

11.2.5 - Pénalités concernant les infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions du présent article, ne sont pas observées, il est fait application des pénalités ci-dessous, automatiquement appliquées et déduites sur le règlement de la facture concernée.

- défaut de repliement des installations : par jour calendaire de retard 100 €
- défaut de remise en état du chantier : par jour calendaire de retard 100 €
- défaut de gardiennage : infraction constatée 200 €
- défaut sur les normes d'hygiène : infraction constatée 100 €
- défaut de clôture : par jour calendaire 160 €
- publicité non autorisée : par jour calendaire 100 €
- absence de bac décanteur avant rejet dans les réseaux publics :
par infraction 100 €
- défaut de dispositif de nettoyage et décrottage : par jour calendaire 160 €
- évacuation de déblais excédentaires, terre végétale, déblais normaux, gravois en dehors des zones prescrites à cet effet : par infraction 100 €
- détérioration de panneaux de signalisation : par unité Coût de réparation + 100 €
- retard d'enlèvement de matériel et matériaux sans emploi :
par jour calendaire 100 €
- sortie de chantier non signalée : par jour calendaire 200 €
- travaux sur le domaine public sans signalisation, ni protection efficace :
par jour calendaire 200 €
- non-respect des itinéraires prescrits pour la desserte des chantiers :
par infraction constatée 160 €

• bruits de chantier au-delà de la limite prescrite : par jour calendaire	200 €
• abattage d'arbre sans autorisation : l'unité	1500 €
• absence de protection des arbres à conserver : l'unité par jour calendaire	100 €
• disparition d'un repère topographique	160 €
• disparition d'une bouche à clé	160 €
• utilisation du réseau d'eau public sans autorisation (bouche d'arrosage, etc.) :	
par infraction constatée	400 €
• non nettoyage des voies : par infraction constatée	350 €
• véhicules non nettoyés ou mal chargés et salissant les voies publiques :	
par véhicule et par trajet	500 €
• retard dans l'intervention de l'astreinte (à compter de l'appel des services techniques de la Ville ou du maître d'œuvre) : forfait par jour	400 €
à cette pénalité s'ajoute la refacturation des frais d'interventions en lieu et place du titulaire	

11.3 – Modalités

Les pénalités dues par le titulaire sont réglées par l'émission d'un titre de recettes qui est déduit sur le règlement TTC révisé le plus proche.

Article 13 : Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 14 : Résiliation de l'accord-cadre

Les stipulations du CCAG Travaux relatives à la résiliation sont applicables.

Par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, le délai laissé au titulaire pour satisfaire aux obligations du marché ou des ordres de service, est de 10 jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Article 15 : Exécution aux frais et risque du titulaire

Par dérogation aux dispositions de l'article 48.1 du CCAG travaux, le délai de mise en demeure est de 10 jours.

Et conformément aux dispositions de l'article 48.2 dudit CCAG, si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure dans ces délais, la ville peut ordonner la poursuite des travaux aux frais et risques de ce dernier ou bien décidé de la résiliation du marché.

Les dispositions prévues au 48.3 s'appliquent pour assurer la poursuite des travaux.

Article 16 : Droit et Langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 17 : Clause relative à la protection des données à caractère personnel (RGPD)

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Article 18 : Dérogations au CCAG Fournitures Courantes et Services

Les dérogations aux CCAG Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG Travaux

L'article 4.3.2 déroge à l'article 28.1 du CCAG Travaux

L'article 4.3.10 déroge à l'article 34.1 du CCAG Travaux

L'article 4.3.14 déroge à l'article 31.3 du CCAG Travaux

L'article 11.1 déroge à l'article 20.1 du CCAG Travaux

Les articles 14 et 15 dérogent à l'article 48.1 du CCAG Travaux